

Burundi : Un haut cadre du pouvoir pour des négociations avec l'opposition

@rib News, 28/02/2011 â€“ Source Xinhua Un haut cadre du parti Cnnd-Fdd au pouvoir au Burundi depuis 2005 sort du silence et hausse le ton en demandant qu'il y ait des négociations politiques pour la paix au Burundi. « Au lieu de sacrifier d'autres vies humaines alors que le mobile de ces tueries a une autre connotation politique liée au refus des résultats des dernières élections, nous trouvons que les négociations inter burundaises sont incontournables. Pour rétablir la paix au Burundi, seules les négociations politiques devraient être privilégiées », a indiqué à la presse dimanche soir Manassâ Nzobonimpa, secrétaire général du Conseil des Sages du parti Cnnd-Fdd, le plus haut organe de ce parti, dirigé par la chef de l'Etat Pierre Nkurunziza.

C'est la première fois depuis la fin des élections générales de 2010 contestées par plus d'une dizaine de partis que le parti présidentiel accepte publiquement qu'il y ait des négociations qui ont toujours été menées par les partis d'opposition. Les autorités burundaises ont toujours refusé des négociations directes entre le gouvernement et les part regroupés au sein de l'Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi (ADC-Ikibiri), privilégiant plutôt le dialogue au sein du Cadre permanent de dialogue des partis politiques, ce que refuse l'ADC-Ikibiri qui dit que les questions de l'heure dépassent le cadre des partis. Manassâ Nzobonimpa, député burundais de l'Assemblée législative de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (East African Community, EAC), explique sa position par l'expérience du passé : « Les noms calomnieux que le pouvoir de l'époque collait à notre mouvement pendant que nous étions encore sur le champ de bataille ne l'ont aidé en rien pour freiner les pourparlers », explique Manassâ Nzobonimpa. Le 2 août 2002 le Cnnd-Fdd, alors le mouvement rebelle, a signé un accord de cessez-le-feu avec le gouvernement burundais de l'époque qui le traitait de « Mouvement Tribalo-Génocidaire ». Dans cette sortie du député Manassâ Nzobonimpa, il revient sur certaines des questions de l'heure évoquées ci-dessus que l'ADC-Ikibiri voudrait discuter directement avec le gouvernement actuel de Bujumbura. Il s'agit de la corruption, des malversations économiques, des tueries sélectives sur base d'appartenance politique, des violations des droits de l'homme, etc. Cette sortie intervient au lendemain d'un tract mettant toutes ces questions au dos d'un groupe au sein du parti au pouvoir, un groupe composé selon Manassâ Nzobonimpa de « ventriotes qui gèrent le parti en privilégiant le musèlement ».